

CHAMBRE DES RECOURS PENALE

Arrêt du 3 avril 2017

Composition : M. MAILLARD, président
M. Meylan et Perrot, juges
Greffier : M. Glauser

Art. 85 al. 4 let. a CPP

Statuant sur le recours interjeté le 27 mars 2017 par S._____ contre le prononcé rendu le 17 mars 2017 par le Tribunal de police de l'arrondissement de Lausanne dans la cause n° **PE16.019223-TDE/mno**, la Chambre des recours pénale considère :

En fait :

A. a) Le 10 juillet 2016, S._____ a été contrôlée au volant d'une Alfa-Roméo blanche immatriculée VD-585'182, au nom de L._____, époux séparé de la recourante et détenteur du véhicule. Cette dernière n'est pas titulaire d'un permis de conduire suisse et elle n'a pas pu produire un permis de conduire étranger valable au cours de l'instruction pénale qui a été ouverte contre elle à la suite de ces faits.

b) Par ordonnance pénale du 14 octobre 2016, le Ministère public de l'arrondissement de Lausanne a condamné S._____ à une peine privative de liberté de soixante jours et a mis les frais, par 200 fr., à sa charge.

Cette ordonnance pénale retient notamment qu'en circulant au volant d'un véhicule automobile pris à l'insu de son propriétaire, l'intéressée s'est rendue coupable de vol d'usage (art. 94 al. 1 let. a LCR [loi fédérale sur la circulation routière; RS 741.01]) et de conduite automobile sans permis de conduire (art. 95 al. 1 let. a LCR). Elle mentionne encore que la peine prononcée tient compte de deux condamnations récentes pour des faits similaires.

Le pli recommandé contenant l'ordonnance pénale, adressé à S._____ le 14 octobre 2016, est revenu en retour avec la mention "non réclamé" au terme du délai de garde, l'intéressée ne s'étant pas présentée au guichet afin de le retirer.

c) Par courrier daté du 24 janvier 2016 (sic) posté le 25 janvier 2017, S._____ a déclaré former opposition à cette ordonnance pénale.

Le Ministère public a maintenu son ordonnance pénale et a transmis le dossier au Tribunal de police de l'arrondissement de Lausanne comme objet de sa compétence, en concluant à ce que l'irrecevabilité de l'opposition soit constatée et à ce que les frais consécutifs à l'opposition soient mis à la charge de l'intéressée.

B. Par prononcé du 17 mars 2017, constatant la tardiveté de l'opposition formée par S._____ le 25 janvier 2017, le Tribunal de police de de l'arrondissement de Lausanne a déclaré celle-ci irrecevable (I), a dit que l'ordonnance pénale du 14 octobre 2016 était exécutoire (II) et a rendu son prononcé sans frais (III).

C. Par acte du 27 mars 2017, S. _____ a recouru contre ce prononcé.

Il n'a pas été ordonné d'échange d'écritures.

En droit :

1. Le prononcé par lequel un tribunal de première instance, statuant sur la validité de l'opposition formée par le prévenu contre une ordonnance pénale rendue par le Ministère public (cf. art. 356 al. 2 CPP [Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 ; RS 312.0]), déclare l'opposition irrecevable, par exemple pour cause de tardiveté, est susceptible de recours selon les art. 393 ss CPP (Gilliéron/Killias, *in* : Kuhn/Jeanneret [éd.], Commentaire romand, Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, n. 5 ad art. 356 CPP; Riklin, *in* : Niggli/Heer/Wiprächtiger [éd.], Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung, Jugendstraf-prozessordnung, 2^e éd., Bâle 2014, n. 2 ad art. 356 CPP; CREP 9 septembre 2016/605; CREP 30 décembre 2014/925).

Le recours doit être adressé par écrit, dans un délai de dix jours dès la notification de la décision attaquée (art. 384 let. b CPP), à l'autorité _____ de _____ recours (art. 396 al. 1 CPP) qui est, dans le canton de Vaud, la Chambre des recours pénale du Tribunal cantonal (art. 13 LVCPP [Loi vaudoise du 19 mai 2009 d'introduction du Code de procédure pénale suisse ; RSV 312.01] ; art. 80 LOJV [Loi vaudoise du 12 décembre 1979 d'organisation judiciaire ; RSV 173.01]).

Interjeté en temps utile devant l'autorité compétente par la prévenue qui a qualité pour recourir (art. 382 al. 1 CPP) et dans les formes prescrites (art. 385 al. 1 CPP), le recours est recevable.

2.

2.1 L'ordonnance pénale est notifiée par écrit aux personnes et aux autorités qui ont qualité pour former opposition (art. 353 al. 3 CPP). Peuvent former opposition contre l'ordonnance pénale devant le Ministère public, par écrit et dans les dix jours, le prévenu, les autres personnes concernées et, si cela est prévu, le premier procureur ou le procureur général de la Confédération ou du canton, dans le cadre de la procédure pénale pertinente (art. 354 al. 1 CPP). Si aucune opposition n'est valablement formée, l'ordonnance pénale est assimilée à un jugement entré en force (art. 354 al. 3 CPP).

En application de l'art. 356 al. 2 CPP, le tribunal de première instance statue sur la validité de l'ordonnance pénale et de l'opposition. Si l'opposition a été formée tardivement, le tribunal la déclare irrecevable. Elle est tardive si elle a été adressée au Ministère public après le délai de dix jours prévu par l'art. 354 al. 1 CPP.

2.2 Selon l'art. 85 al. 2 CPP, la notification se fait en principe par lettre signature ou par tout autre mode de communication impliquant un accusé de réception, notamment par l'entremise de la police.

Aux termes de l'art. 85 al. 4 let. a CPP, un prononcé est réputé notifié lorsque, expédié par lettre signature, il n'a pas été retiré dans les sept jours à compter de la tentative infructueuse de remise du pli, si la personne concernée devait s'attendre à une telle remise. Cette disposition reprend les principes développés par la jurisprudence et qui prévalaient avant l'entrée en vigueur du code de procédure pénale suisse le 1^{er} janvier 2011 (TF 6B_1088/2013 du 12 mai 2014 consid. 1.2; TF 6B_314/2012 du 18 février 2013 consid. 1.2; cf. ATF 130 III 396 consid. 1.2.3 p. 399). La personne concernée ne doit s'attendre à la remise d'un prononcé que lorsqu'il y a une procédure en cours qui impose aux parties de se comporter conformément aux règles de la bonne foi, à savoir de faire en sorte, entre autres, que les décisions relatives à la procédure puissent leur être notifiées. Le devoir procédural d'avoir à s'attendre avec une certaine vraisemblance à recevoir la notification d'un acte officiel naît avec

l'ouverture d'un procès et vaut pendant toute la durée de la procédure (TF 6B_314/2012 du 18 février 2013 consid. 1.3.1 ; ATF 130 III 396 consid. 1.2.3). La personne concernée doit s'attendre à la remise d'un prononcé lorsqu'elle est au courant qu'elle fait l'objet d'une instruction pénale au sens de l'art. 309 CPP (TF 6B_281/2012 du 9 octobre 2012 consid. 1.1; TF 6B_158/2012 du 27 juillet 2012 consid. 2.1; Schmid, Schweizerische Strafprozessordnung [StPO], Praxiskommentar, 2ème éd., 2013, n° 9 ad art. 85 CPP; Moreillon/Parein-Reymond, Petit Commentaire du Code de procédure pénale, 2^e éd. 2016, n° 17 ad art. 85 CPP). Ainsi, un prévenu informé par la police d'une procédure préliminaire le concernant, de sa qualité de prévenu et des infractions reprochées, doit se rendre compte qu'il est partie à une procédure pénale et donc s'attendre à recevoir, dans ce cadre-là, des communications de la part des autorités, y compris un prononcé

(TF 6B_314/2012 du 18 février 2013 consid. 1.3.2; TF 6B_281/2012 du 9 octobre 2012 consid. 1.1; TF 6B_158/2012 du 27 juillet 2012 consid. 2.1).

De jurisprudence constante, celui qui se sait partie à une procédure judiciaire, et qui doit dès lors s'attendre à recevoir notification d'actes du juge, est tenu de relever son courrier ou, s'il s'absente de son domicile, de prendre des dispositions pour que celui-ci lui parvienne néanmoins. À ce défaut, il est réputé avoir eu, à l'échéance du délai de garde, connaissance du contenu des plis recommandés que le juge lui adresse. Une telle obligation signifie que le destinataire doit, le cas échéant, désigner un représentant, faire suivre son courrier, informer les autorités de son absence ou leur indiquer une adresse de notification (ATF 139 IV 228 consid. 1.1 et les références citées; TF 6B_704/2015 du 16 février 2016 consid. 2.3).

2.3 En l'espèce, l'ordonnance pénale du 14 octobre 2016 a été envoyée le même jour par pli recommandé à l'adresse de la recourante et celle-ci ne l'a pas retirée au terme du délai de garde, qui arrivait à échéance le 24 octobre 2016. Elle devait toutefois s'attendre à recevoir des communications de la part des autorités pénales. En effet, entendue par la Police de Lausanne le 12 août 2016, elle a été informée de ses

droits et obligations découlant de sa qualité de prévenue et a signé le formulaire l'avertissant qu'une procédure pénale était ouverte contre elle. Il s'ensuit qu'elle devait prendre les mesures appropriées pour que toute suite utile puisse être donnée, en son absence, à un envoi judiciaire la concernant. En l'occurrence, l'ordonnance pénale du 14 octobre 2016 est donc réputée avoir été notifiée à la recourante à l'échéance du délai de garde, soit le 24 octobre 2016 (art. 85 al. 4 let. a CPP). Par conséquent, cette dernière disposait d'un délai au 3 novembre suivant pour former opposition conformément à l'art. 354 al. 1 CPP. L'opposition formée le 25 janvier 2017 est donc clairement tardive.

La recourante ne conteste pas, à juste titre, la régularité de la notification de l'ordonnance pénale litigieuse, ni encore la tardiveté de l'opposition. Elle ne conclut pas davantage à la restitution du délai d'opposition. C'est donc à bon droit que le tribunal de première instance a déclaré que l'opposition de la recourante était irrecevable.

2.4 A l'appui de son recours, S. _____ explique que le véhicule qu'elle conduisait appartenait à son "ex-mari" dont elle était séparée, contestant ainsi le vol d'usage. Elle prétend avoir un permis kosovar dont elle ignorait qu'il n'était pas valable ni reconnu en Suisse. Enfin, compte tenu du fait qu'elle est mère d'une fille de quelques mois, il serait impensable pour elle d'exécuter une peine privative de liberté de soixante jours.

Ces arguments relatifs au fond de la cause n'ont toutefois pas à être examinés par la Cour de céans, à laquelle il incombe uniquement de statuer sur la validité du prononcé déclarant irrecevable l'opposition de la recourante.

Cela étant, la Cour relève que, dès lors que l'intéressée paraît disposer d'un emploi, il lui est loisible de demander à bénéficier du régime de la semi-détention, étant précisé que la décision y relative appartient à l'Office d'exécution des peines.

3. En définitive, le recours, manifestement mal fondé, doit être rejeté sans autres échanges d'écritures (art. 390 al. 2 CPP) et le prononcé du 17 mars 2017 confirmé.

Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt (art. 422 al. 1 CPP), par 660 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge de la recourante, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP).

Par ces motifs,
la Chambre des recours pénale
prononce :

- I.** Le recours est rejeté.
- II.** Le prononcé du 17 mars 2017 est confirmé.
- III.** Les frais d'arrêt, par 660 fr. (six cent soixante francs), sont mis à la charge de la recourante.
- IV.** L'arrêt est exécutoire.

Le président :

Le greffier :

Du

Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à :

- S. _____,
- Ministère public central,

et communiqué à :

- M. le Président du Tribunal de police de l'arrondissement de Lausanne,
- M. le Procureur de l'arrondissement de Lausanne,

par l'envoi de photocopies.

Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral - RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF).

Le greffier :